

STATUTS DE L'ASSOCIATION

« *K'DANSE EN BROCELIANDE* »

TITRE I : OBJET ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article 1 : Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre :

K'DANSE EN BROCELIANDE.

Article 2 : Cette association a pour but d'animer des ateliers en sport artistique et en recherche chorégraphique, par l'existence d'une troupe du même nom :

K'DANSE EN BROCELIANDE.

Article 3 : Le siège social est fixé à l'adresse suivante :

Mairie

35160 MONTFORT SUR MEU

Il pourra être transféré sur proposition du conseil d'administration et après approbation de l'Assemblée Générale.

Article 4 : La durée de l'association est illimitée.

Article 5 : L'association se compose uniquement de membres adhérents actifs et membres associés, nommés par le bureau.

- Sont membres actifs** ceux et celles qui adhèrent aux présents statuts, sont à jour de leur cotisation annuelle et participent régulièrement aux cours et activités de l'association. Les mineurs à partir de 16 ans peuvent adhérer à l'association sous réserve d'une autorisation écrite de leurs parents ou tuteurs légaux. Ils sont membres à part entière de l'association.
- Sont membres nommés**, les personnes désignées par le bureau dans le cadre d'une formation spécifique liée aux activités de l'association et ce durant la durée de ladite formation.

Article 6 : Admission

Pour faire partie de l'association, il faut être agréé par le conseil d'administration qui statue des demandes présentées.

Le conseil d'administration pourra refuser des adhérents. L'association s'interdit toute discrimination, veille au respect de ce principe et garantit la liberté de conscience pour chacun de ses membres.

Article 7 : Radiation

La qualité de membre se perd par :

- Démission adressée par écrit
- Décès
- Motif grave ou refus de contribuer au bon fonctionnement de l'association prononcé, à la majorité absolue, par le conseil d'administration. L'intéressé ayant préalablement été invité à s'exprimer et faire valoir ses droits à la défense auprès du conseil d'administration.

TITRE II : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 8 : Les ressources de l'association

Les ressources de l'association comprennent :

- du bénévolat
- le montant des cotisations
- les subventions de l'Etat, collectivités territoriale, institutions
- les ressources créées à titre exceptionnel (fêtes, manifestations sportives et culturelles...)
- le produit des rétributions perçues pour services rendus (mis à disposition de matériel, animations, encadrement...)
- la vente (équipements sportifs ou culturelles et tout produit utiles aux actions de l'association)
- les dons manuels
- toute autre ressource qui ne soit pas contraire aux règles en vigueur.

Article 9 : Comptabilité

Une comptabilité des recettes et des dépenses est tenue pour être présentée annuellement devant l'Assemblée Générale dans un délai inférieur à 6 mois à compter de la clôture de l'exercice. Le budget prévisionnel est voté par l'Assemblée Générale et adopté par le conseil d'administration.

Les dépenses sont ordonnancées par le (la) président(e), conformément aux décisions du conseil d'administration et de l'Assemblée Générale. L'association est représentée en justice et dans tous ses actes de la vie civile par le (la) présidente ou à défaut par une personne nommée à cet effet par le conseil d'administration.

Article 10 : Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale de l'association comprend tous les membres, y compris les membres mineurs. Seuls les membres actifs et nommés, âgés de 16 ans et plus le jour de l'assemblée générale ont droit de participer aux votes. Ils peuvent être représentés par un autre membre actif à raison d'un maximum d'un pouvoir par personne.

L'assemblée générale ordinaire est convoquée par le conseil d'administration ou à la demande du quart des membres actifs de l'association. Elle se réunit au minimum une fois par an.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du (de la) président(e) ou du (de la) secrétaire. La convocation sera réalisée par courrier électronique ainsi qu'un affichage dans les salles où interviennent les cours.

L'ordre du jour est indiqué sur la convocation. Tout membre peut demander l'adjonction à l'ordre du jour d'une question. Cet ajout sera automatique s'il est soutenu par le quart au moins des membres présents. Ne devront être traitées, lors de l'Assemblée Générale, que les questions soumises à l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le (la) président(e) ou à défaut par un membre du conseil d'administration désigné par celui-ci. Il est dressé une feuille de présence signée par les membres de l'assemblée en entrant en séance et certifiée par le (la) président(e) et le (la) secrétaire. Nul ne peut représenter un membre s'il n'est lui-même membre de l'Assemblée.

Le (la) Président(e), assisté(e) des membres du conseil d'administration expose la situation morale de l'association. Le (la) secrétaire présente le rapport d'activité, le (la) trésorier(e) les comptes annuels de l'association ainsi que la proposition de budget prévisionnel.

L'assemblée générale après avoir entendu les différents rapports relatifs à la gestion de l'association approuve ceux-ci.

L'assemblée générale délibère sur les orientations à venir et se prononce sur le budget correspondant. Elle se prononce sur le montant des cotisations et les divers tarifs et barèmes ayant cours pour l'association.

Elle procède ensuite au renouvellement du conseil d'administration, en veillant à égal accès des hommes et des femmes dans des proportions qui reflètent l'ensemble des adhésions. Les mineurs de plus de 16 ans sont éligibles au conseil d'administration (avec autorisation des parents ou du tuteur).

Les délibérations sont prises à la majorité relative des membres actifs présents ou représentés. Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret. Les décisions prises obligent tous les adhérents, même les absents.

L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du conseil d'administration avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

- L'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers des membres actifs ;
- Les deux tiers des membres de l'assemblée générale doivent être présents ou représentés ;
- La révocation du conseil d'administration doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

Article 11 : Conseil d'administration

L'association est dirigée par un conseil d'administration, représentant au maximum 5 % du nombre de personnes physiques en cours. Il est élu pour 1 an.

Les membres sont élus chaque année par l'assemblée générale et rééligible.

Le conseil d'administration a pour objet de mettre en œuvre les décisions de l'assemblée générale, d'organiser et d'animer la vie de l'association. Dès que la situation l'exige, il peut demander au trésorier(e) de faire le point sur la situation financière de l'association.

En cas de vacance, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif à la prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Le conseil d'administration choisit en son sein, à bulletin secret :

- un(e) président(e),
- un(e) secrétaire
- un(e) trésorier(e).
- des adjoints si besoin,
- toute autre personne nécessaire au bon fonctionnement de l'association.

Les postes de président et trésorier sont réservés aux personnes majeures.

Article 12 : Fonctionnement du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il est convoqué, dans un délai raisonnable, par son (sa) président(e) ou sur la demande du quart de ses membres. Il se réunit au moins une fois tous les 6 mois.

La présence de la moitié au moins des membres est nécessaire pour que le conseil d'administration puisse valablement délibérer. Les décisions sont prises à la majorité des voix des présents. En cas de partage, la voix du président(e) est prépondérante. Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Tout membre du conseil qui n'a pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le (la) président(e) et le (la) secrétaire. Ils seront mis en ligne sur le site internet (si site il y a) et archiver au sein du bureau de l'association.

Les fonctions de membres du conseil d'administration sont bénévoles. Les frais occasionnés par l'accomplissement du mandat d'administrateur peuvent être remboursés après fourniture de pièces justificatives. Ces frais sont intégrés à la comptabilité et apparaissent dans le bilan financier.

Tout contrat ou convention passé entre l'association d'une part et un membre du conseil d'administration, son conjoint ou un proche d'autre part doit être soumis pour autorisation au conseil d'administration et présentée pour information à l'assemblée générale qui suit cette décision.

TITRE III : MODIFICATION DES STATUTS, REGLEMENT INTERIEUR ET DISSOLUTION

Article 13 : Assemblée générale extraordinaire

Sur la demande du conseil d'administration ou du quart des membres actifs, le (la) président(e) peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, notamment pour une modification des statuts ou la dissolution de l'association.

Article 14 : Modification des statuts

Les modalités de convocation pour une assemblée générale extraordinaire ayant pour objet une modification des statuts sont identiques à l'assemblée générale ordinaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents

Article 15 : Dissolution

L'assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association est convoquée spécialement à cet effet, et doit comprendre au moins la moitié des membres actifs.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, à quinze jours d'intervalle. Elle peut, cette fois, délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

En cas de dissolution, par quelque mode que ce soit, l'assemblée générale se prononcera sur la dévolution des biens, et nommera un ou plusieurs liquidateurs chargés de la liquidation des biens. Elle attribue l'actif net, conformément à la loi, à une ou plusieurs associations. En aucun cas les membres de l'association ne peuvent se voir attribuer en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'association.

Article 16 : Déclaration et publication

Le (la) président(e) est chargé(e) d'accomplir, dans un délai de trois mois, toutes les formalités de déclaration et de publication prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901.

Et notamment :

- Les modifications proposées aux statuts,
- Le changement de titre de l'association,
- Le transfert du siège social,
- Les changements survenus au sein des administrateurs.

Article 17 : Règlement intérieur :

Le règlement intérieur est établi par le bureau qui le fait approuver par l'assemblée générale. Il est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux ayant trait au fonctionnement pratique des activités de l'association.

Fait à MONTFORT SUR MEU, le

Le Président

Le Secrétaire

Le Trésorier